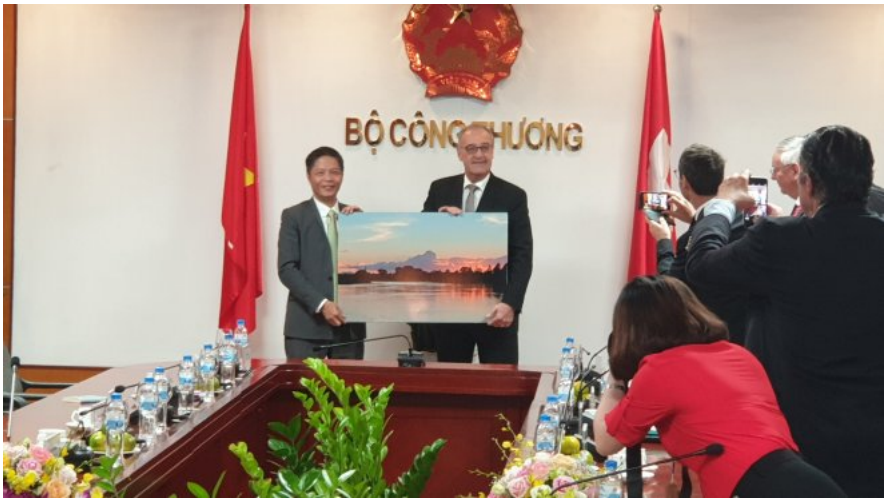
economiesuisse



Impulsion pour un accord de libre-échange avec le Vietnam

En déplacement à Hanoi, le conseiller fédéral Guy Parmelin a rencontré plusieurs ministres de haut rang. Les signaux sont positifs: Le Vietnam semble prêt à conclure un accord de libre-échange avec les États membres de l'AELE, ce qu'il vient d'ailleurs de faire avec l'UE.

Les représentants de l'économie accompagnant le conseiller fédéral Guy Parmelin attendaient avant tout un signal particulier et celui-ci a été émis à quatre reprises: Un accord de libre-échange entre la Suisse et le Vietnam est la prochaine étape importante pour approfondir les relations économiques entre les deux pays. Le Premier ministre Nguy□n Xuân Phúc l'a affirmé, tout comme les ministres des Sciences et des technologies Chu Ng□c Anh, de l'Économie Tr□n Tu□n Anh et de la Promotion des investissements Nguy□n Chí D□ng. Guy Parmelin s'est entretenu avec eux lors de sa mission économique à Hanoi. D'après les représentants du gouvernement vietnamien, le conseiller fédéral, accompagné d'une délégation économique et scientifique nombreuse, a donné un signal fort traduisant l'intérêt de la Suisse et donc une impulsion importante pour la conclusion future d'un accord de libre-échange.

Échange de cadeaux entre le conseiller fédéral Guy Parmelin et le ministre de l'Économie Tr?n Tu?n Anh

NÉGOCIATIONS LENTES

La visite du conseiller fédéral a lieu à un moment déterminant. Les États membres de l'AELE et le Vietnam négocient un accord de libre-échange depuis sept ans, avec des progrès plutôt lents ces derniers temps. Or le Vietnam a signé un accord avec l'UE en juin, ce qui met donc la Suisse sous pression. En effet, si la concurrence européenne dispose d'un meilleur accès à un des marchés les plus dynamiques d'Asie, les entreprises suisses risquent de faire face à des désavantages concurrentiels de taille. Le Vietnam enregistre la croissance économique la plus forte de la région, 7%, et pourrait devenir un pays émergent dès 2020 selon d'éminents experts. Cela renforcerait encore son attrait aux yeux des investisseurs étrangers. Les exportations de marchandises suisses destinées au Vietnam se montent à 665 millions de francs, en hausse de 7,7%, tandis que les importations représentent 1474 millions de francs. Les entreprises suisses ont investi 690 millions de francs au Vietnam et y proposent 20 000 emplois. Un accord de libre-échange est indispensable pour poursuivre cette success-story.

Hanoi: La Turtle tower dans le Sword lake

Les rencontres à Hanoi ont confirmé ce que l'on savait déjà: Les entreprises suisses et vietnamiennes sont complémentaires. Des informaticiens vietnamiens

fournissent ainsi des services importants pour les chaînes de valeur de sociétés financières suisses. Le gouvernement s'efforce de promouvoir davantage l'intégration d'entreprises vietnamiennes, en particulier des PME, dans des chaînes de valeur mondiales. Cela requiert toutefois des réformes en profondeur, comme la privatisation des nombreuses sociétés étatiques, la simplification des procédures administratives grâce à la cyberadministration et un meilleur respect des droits, en ce concerne la protection de la propriété intellectuelle par exemple. Pour ce faire, les ministres vietnamiens comptent également sur la Suisse: Ils souhaitent toujours ardemment son soutien pour améliorer les conditions-cadre. Le Vietnam est un pays prioritaire pour l'aide au développement économique de la Suisse. Au cours des 28 années écoulées, notre pays lui a versé un demi-milliard de francs. Il a ainsi soutenu les efforts de l'administration vietnamienne qui a réduit de quinze à deux jours le délai nécessaire pour enregistrer une nouvelle entreprise. Il est désormais possible de créer une start-up plus rapidement dans ce pays en développement du Sud-est asiatique qu'en Suisse.

LA BALLE EST DANS LE CAMP DU VIETNAM

Les prochaines semaines montreront si un souffle nouveau anime les négociations des États membres de l'AELE et du Vietnam en vue de la conclusion d'un accord. Les négociateurs de l'AELE ont récemment soumis une nouvelle proposition. C'est désormais à l'État du Sud-est asiatique de prendre position.